

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 10 aout 2012

Pourquoi les choses vont mal...et pourraient empirer?



Une alternative urgente à la logique infernale du capital

par Guillermo Almeyra

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie



Ouvrage

Une fraude presque parfaite. William K.Black
www.eclm.fr/une_fraude_presque.ht...

Importation de Chine

GlobalMarket Découvrir
Top500 Chine Fabricant
Dans 30 Verticales Chacun
www.GlobalMarket.com

Annonces Google

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole, Gaz de schiste,
Transnationales
Pauvreté et inégalités
Sociales
Militarisation
11 sept. Guerre au
Droits humains
Loi et Justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements

Mondialisation.ca, Le 7 aout 2012

La Jornada

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article



Les états capitalistes dépendants qui, en Amérique Latine ont les gouvernements dits « progressistes » refusant d'appliquer les politiques imposées par le « Consensus de Washington », sont attrapés dans un engrenage qui dévore continuellement les efforts en faveur d'un changement économique et social, mécanisme qui reproduit et aggrave le passé, consolidant au passage les politiques néolibérales que ces gouvernements déclarent repousser.

Leurs économies vivent de plus en plus de l'exportation des *matières premières*, sur la base de la culture de certains produits exportables ; de plus, elles ont besoin d'investissements étrangers pour développer une industrialisation de base et la création d'infrastructures parce que le grand capital contrôle l'épargne nationale et l'exporte, et les grands capitalistes extraient et emportent légalement ou illégalement capitaux et profits par centaines de milliers de millions de dollars.

Les banques, les grandes industries exportatrices ou productrices d'aliments et de biens de consommation et même une grande partie de la terre sont, en effet, entre des mains étrangères et leur production et exportations sont, en réalité, un commerce intérieur entre la maison mère et diverses filiales de sociétés multinationales.

Par exemple, les voitures « argentines » sont des Fiat, Ford, GM ou d'autres marques similaires ; l'acier « argentin » est de la multinationale *Techint* ; les céréales exportées viennent de Cargill, Bunge et Dreyfus, grandes multinationales du secteur, et la propriété de gaz, du pétrole et de l'électricité continue à être entre des mains étrangères, puisque la « renationalisation » créée sur les toits d'YPF s'est simplement limitée au contrôle de l'État pour 51 % des actions de l'ex-associé majoritaire – Repsol – qui continue à faire partie de l'entreprise, qui est mixte, non étatique ; tandis que 68 % des gisements argentins sont exploités par d'autres entreprises également privées, dans leur immense majorité venant d'autres pays. Petrobras, pour sa part, n'est pas brésilien, mais un groupe mixte, et la même chose se passe avec la majorité des leviers de l'économie bolivienne ou équatorienne.

Ces gouvernements, pour soutenir le niveau élevé de profits des investisseurs, doivent maintenir sous contrôle les revenus réels des travailleurs, ce qui empêche une augmentation plus importante de la construction de logements et de la consommation de biens essentiels et, par conséquent, une partie importante de la population économique active se trouve dans le secteur dit « informel » (du chômage déguisé), le chômage structurel et la pauvreté. Les allocations de l'État considérables n'ont pas en réalité pour motivation principale d'alléger la pauvreté et d'assurer un minimum de consommation mais, surtout, de baisser le prix de la main-d'œuvre après avoir réduit le prix des services, en particulier celui du transport, et de quelques « biens salariaux » [1]. Ce sont des subventions au secteur patronal parce que l'État contient ainsi les demandes salariales et assure une force de travail bon marchés mais avec une productivité élevée.

Cette politique de soutien étatique aux gains patronaux en temps de crise, comme actuellement, est

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site
web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

insoutenable et ne peut pas empêcher ni les licenciements et une nouvelle augmentation de la pauvreté ni non plus le nombre de chômeurs ; elle ne freine même pas la désindustrialisation relative parce que, quand la spéculation se concentre sur le secteur de céréales fourragères ou alimentaires (soja, maïs, blé, etc) c'est beaucoup plus lucratif de placer les capitaux dans ce commerce qu'investir à long terme sur des marchés asphyxiés par la capacité limitée de consommation d'une grande partie de sa population.

D'autre part, les tentatives d'unifier des efforts, par exemple, dans le contexte du Mercosur, s'avèrent fructueuses seulement à moyen ou un long terme, puisque aussi importants qu'ils soient, ils ne donnent pas de résultats immédiats et il n'y a pas encore d'étroite coopération financière entre les pays membres ni de monnaie commune, et comme les efforts cités précédemment doivent vaincre les intérêts particuliers de chaque nation, la coordination et une possible unification apparaissent plus comme un but que comme une solution immédiate.

Cela mène à recourir désespérément à une nouvelle panacée : le développement de l'industrie minière, pour extraire de l'or, des métaux et terres rares, quel qu'en soit le coût social, environnemental et politique. Cela conduit également à la réduction au maximum des marges démocratiques, pour apaiser les protestations de la société et pour adopter les décisions subites – venue d'en haut et sans consultations – en se heurtant ainsi avec la base sociale de ces gouvernements et en piétinant les lois et institutions.

De cette façon, les gouvernements qui furent le résultat direct ou indirect de mobilisations pour la démocratie et pour un changement social, restreignent maintenant les marges de la démocratie et reproduisent le vieil ordre social, en s'affaiblissant.

On ne sort pas des malheurs du capitalisme avec davantage de capitalisme. La solution à ce nœud gordien est encore celle d'Alexandre le Grand : tailler. Désormais, l'autarcie est impossible et il n'est pas possible de manger du soja et de se passer du commerce extérieur, mais celui-ci pourrait être monopolisé par l'État, qui vendrait la production à d'autres pays, payant en pesos les producteurs. Il est également possible de donner la priorité à l'avenir, aux générations suivantes, en préservant l'eau et l'environnement, au lieu de les offrir aux compagnies minières étrangères, et c'est faisable de commencer à planifier la production et la consommation, ainsi que de reconstruire le territoire, en considérant ensemble, avec les pays voisins, les ressources, les moyens, les besoins.

Précisément parce que la crise est profonde et durable et, contrairement à beaucoup de fanfaronnades dites jusqu'à il y a peu, nos pays ne sont pas blindés contre elle ; l'alternative est claire : continuer ce jeu et couler encore plus ou prendre des mesures radicales qui peuvent aider à une transition pour sortir réellement de la logique infernale du capital, en disposant de l'appui et de la mobilisation des travailleurs et des populations. Cela requiert de laisser de côté l'arrogance des ignorants. Le temps n'est pas aux décisions de cabinets de technocrates, mais à une discussion publique et démocratique de ce qu'il faut faire face aux grands problèmes.

La Jornada. Mexique, le 4 août 2012.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

El Correo. Paris, le 5 août 2012.

Articles de Guillermo
Almeyra publiés par
Mondialisation.ca



Engagement des employés

Nos solutions pour renforcer l'engagement de vos collaborateurs

RightManagement.fr

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par mondialisation.ca dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Guillermo Almeyra, La Jornada, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=32255

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2012 Mondialisation.ca